



16ème législature

Question N° : 16695	De M. Damien Maudet (La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale - Haute-Vienne)	Question écrite
Ministère interrogé > Éducation et jeunesse		Ministère attributaire > Éducation et jeunesse
Rubrique >enseignement	Tête d'analyse >Classes supprimées, champignons : uniforme une priorité déconnectée du terrain	Analyse > Classes supprimées, champignons : uniforme une priorité déconnectée du terrain.
Question publiée au JO le : 02/04/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Damien Maudet interpelle Mme la ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse au sujet de l'uniforme à l'école. « Dans la classe de mon fils, il y avait des champignons au plafond ! » « Ici, on a à peine 30 euros de budget par élève et par an et on va payer 200 euros d'uniformes aux élèves ? » « Si les parents ne collectent pas d'argent, jamais les enfants ne partiront ». « Oui, 10 °C, c'est ce qu'il faisait en classe ». « Quand on a un carreau cassé, c'est la croix et la bannière pour le faire changer ! » Ces mots proviennent de parents et de professionnels travaillant au sein d'écoles de la ville de Limoges. M. le député est persuadé que, dans le reste du pays, il serait possible d'entendre ces mêmes constats amers. Depuis plusieurs années, les conditions de travail des enseignants et l'éducation des enfants se dégradent. À tous niveaux, il semblerait que l'école se précarise et savoir que l'État ainsi que certaines communes puissent avoir pour priorité d'imposer un uniforme aux enfants semble totalement déconnecté des attentes du terrain. Les classes ferment. En l'espace de 40 ans, 17 000 écoles ont fermé dans le pays. Cette année, parce qu'il « faut rendre des moyens », l'académie de Limoges supprime presque 30 classes, dans les villes et les campagnes. Député depuis 2022, il est régulièrement sollicité pour des classes surchargées. Malgré les avertissements, l'éducation nationale persiste et ce phénomène va s'amplifier, contre toute logique pédagogique. Les collectifs de parents d'élèves mobilisés n'ont eu aucune réponse à leur revendication principale : que leurs enfants puissent étudier dans des conditions dignes. L'inclusivité semble être un mirage. Avec des salaires de 750 euros par mois en moyenne, le métier d'accompagnant des élèves en situation de handicap (AESH) est logiquement en tension. Les parents désespérés sollicitent les députés pour leurs enfants, car les besoins ne sont pas couverts par manque de personnel. Certains parents recourent à des « AESH libéraux », pour permettre à leur enfant d'avoir un suivi. La précarité du métier va donc créer une école à deux vitesses : ceux qui pourront payer un « educ'spé » et ceux qui attendront désespérément que quelqu'un leur « trouve une AESH ». Un enfant qui a besoin d'une AESH a besoin d'une AESH, pas d'un uniforme. L'état des bâtiments. L'an dernier, *TF1* est venu jusqu'à Limoges pour relever les températures dans les classes. Entre 11 et 14 °, voilà dans quelles conditions certains élèves ont eu cours. Partout en France, il y a des écoles dans des états déplorables, entre passoires thermiques et problèmes de moisissure. Autre point qui mériterait une forte vigilance : l'amiante. Selon *France info*, on peut détecter la présence de matériaux amiantés dans au moins 5 000 écoles en France. Plus de 30 sont concernées à Limoges. Compte tenu de l'état de certains bâtiments, l'amiante peut se dégrader et devenir extrêmement dangereuse. L'uniforme contiendra-t-il une combinaison anti-amiante ? Les sorties scolaires, ce luxe qui ne devrait pas en être un. M. le député a fait le choix de reverser la moitié de son indemnité parlementaire à des associations, collectifs, syndicats. Quelle ne fut pas sa surprise de voir que parmi les associations les plus « demandeuses », il y avait les associations de parents d'élèves, pour financer des voyages scolaires. Cela car l'État et les mairies réduisent les budgets alloués



aux sorties, pourtant essentiels pour les enfants. Ainsi, M. le député ne peut que déplorer de savoir que sans ces « dons », des enfants ne pourraient pas découvrir le reste du pays. Il ne peut pas croire que Mme la ministre ignore ces situations. Et dans ce cas, comment comprendre que l'État puisse avoir pour seule ambition de financer des uniformes quand tout le reste manque ? Et comment comprendre que certaines communes appuient cette initiative sans s'offusquer des conditions d'études qui se dégradent ? Les enfants méritent mieux que cela, l'avenir de la Nation mérite mieux que cela. Il faut leur permettre d'étudier dans des salles convenables, d'avoir des AESH s'ils en ont besoin, de pouvoir visiter le pays dans sa diversité et sa beauté. L'argent doit être mis pour cela. Il souhaite connaître sa position sur ce sujet.